

TERMES DE RÉFÉRENCES – ÉTUDE FINALE (GU)

CONSULTANT-E OU CHERCHEUR-E NATIONAL-E

1. Introduction

Entraide Universitaire Mondiale Canada (EUMC) est l'une des organisations à but non lucratif canadienne de premier plan en développement international et dédiée à la construction d'un monde plus durable et équitable. L'organisation travaille avec un puissant et unique réseau d'institutions post-secondaires, partenaires du secteur privé et de volontaires afin de fournir des opportunités d'éducation, d'emploi, et de renforcement de capacités qui visent à améliorer la vie de millions de jeunes dans le monde.

Le Centre d'Étude et de Coopération Internationales (CECI) est une organisation dont la mission est de lutter contre la pauvreté et l'exclusion. Les équipes canadiennes et terrain du CECI ont plus de 15 années d'expérience en gouvernance et développement inclusif dans les régions extractives en Afrique de l'Ouest.

EUMC et CECI implémentent conjointement le projet d'Appui à la gouvernance et la croissance économique durable en zones extractive (AGCEDE) en Afrique de l'Ouest dans trois pays clés, à savoir le Burkina Faso, le Ghana, et la Guinée qui sont impactés par la présence des industries extractives. La durée de l'implémentation du projet est de 6 ans, d'avril 2016 à mars 2022, avec un budget total de 22.18 millions.

Dès lors que le projet AGCEDE entre dans sa dernière année d'implémentation, EUMC et CECI ont l'intention de mener une étude finale comme prescrit dans le plan de Suivi, évaluation, recherche et apprentissage (SERA) du projet. Pour cette raison, EUMC et CECI sont à la recherche des services de consultations d'un-e consultant-e ou un-e chercheur-e national (cela pourra être un individu ou un cabinet) dans chacun des trois pays où le projet est implémenté. La personne recrutée travaillera de concert avec les équipes terrain et le conseiller régional du projet AGCEDE.

2. Contexte du projet

Le projet AGCEDE vise à briser le cercle vicieux dans lequel les communautés locales, en particulier les femmes et les jeunes, sont exclues des avantages des investissements miniers. Dans le cadre du projet AGCEDE, l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC) et le Centre d'étude et de coopération internationales (CECI) travaillent dans trois régions du Burkina Faso, du Ghana et de la Guinée touchées par les industries extractives. Dans cette perspective, le projet vise à autonomiser les communautés locales, particulièrement les femmes et les jeunes, en leur permettant de participer pleinement à la gouvernance locale, aux opportunités économiques et au développement durable de ces zones. Le projet collabore avec des gouvernements locaux et nationaux, des sociétés minières choisies, ainsi que de petites et moyennes entreprises et des organisations de la société civile pour atteindre ces objectifs.

Le projet a trois principaux volets ou composantes d'intervention. La **première composante, axée sur la gouvernance** locale, vise à renforcer les capacités des gouvernements et institutions au niveau local et régional, et leur permettant de tirer avantage des opportunités découlant du développement autour de l'exploitation des ressources naturelles. La **deuxième composante, axée sur le développement économique local inclusif et durable**, vise à accroître des opportunités d'emplois pour les femmes et jeunes en zones extractives. La **troisième composante, axée sur le partage des connaissances**, vise à établir et renforcer un dialogue informé sur les stratégies durables et inclusives en matière de gouvernance locale et développement économique dans des régions ciblées au Burkina Faso, au Ghana, et en Guinée.

Il est important de mentionner que le projet a été conçu dans un contexte où les textes de législation des trois pays prévoient que les gouvernements locaux en zones extractives auront accès à des ressources de financement dérivées des revenus miniers afin de financer le développement local. Même si ces ressources sont limitées et imprévisibles, au Ghana elles sont accessibles au travers des Communes (ou District Assemblies), en Guinée à travers l'Agence Nationale de Financement des Collectivités (ANAFIC) qui a enregistré les premiers fonds courant 2020 et cette manière rétroactive à partir de 2017 et au Burkina Faso les communes ont aussi accès à ce fonds, mais les projets économiques des femmes et des jeunes ont du mal à être financés suivant une restriction de l'utilisation de ces derniers pour des fins de projets structurants et d'infrastructures sociales. Il y a cependant des investissements directs des compagnies minières qui appuient le développement économique local dans les 3 pays d'interventions. La stratégie du projet est donc de maximiser les bénéfices des investissements publics et privés afin d'améliorer les conditions de vie des populations en zones extractives.

Le Modèle Logique (ML) du projet a été révisé en septembre 2018 afin de prendre en compte les leçons apprises des premières années d'implémentation, de même que la nouvelle Politique d'Aide Internationale Féministe du Canada. Les révisions de 2018 ont visé à renforcer la stratégie du projet en égalité de genre et en inclusion des jeunes. Le projet AGCEDE a aussi un cadre de mesure de performance (CMR) qui guide le suivi des processus et résultats du projet. Durant la révision du modèle logique de 2018, le CMR a aussi été révisé, ce qui signifie que certains indicateurs ne sont plus les mêmes que ceux utilisés dans l'étude de base du projet.

3. But et Objectif de l'étude

Le but général de l'étude est de collecter des données et mesurer la performance du projet suivant les résultats attendus et les indicateurs établis pour le projet (comme décrit dans le CMR et la stratégie EFHIJ qui seront mis à disposition du consultant ou chercheur national sélectionné¹).

4. Couverture de l'étude et cadre méthodologique

Les éléments suivants serviront à guider :

- L'étude doit consciemment être articulée autour d'une approche mixte (concernant les méthodes de recherches qualitative et quantitative). De plus, l'étude devra intégrer aussi bien une perspective d'égalité des sexes et d'inclusion sociale que des approches participatives ;
- La couverture géographique de l'étude sera alignée avec les zones d'intervention dans chaque pays : Burkina Faso, Ghana, et Guinée. En Guinée, le projet est implémenté dans les 10 Communes de la Préfecture de Boké (Bintimodia, Kamsar, Kolaboui, Kanfarandé, Dabiss, Sansalé, Tanéné, Sangaredi, Commune urbaine et Malapouya). Cependant, à cause de la distance entre les Communes, ainsi que l'accessibilité en cette saison pluvieuse, notamment pour les Communes insulaires, il est fort possible que 3 à 4 communes soient sélectionnées
- Les approches et outils spécifiques en matière de collecte de données utilisées pour mesurer les indicateurs de performance ont été développés en avance, mais pourront être revus et adaptés en fonction du contexte, des besoins et du développement de la pandémie du COVID-19 afin d'assurer une collecte de données sécuritaire, appropriée, et fiable.

Les énoncés de résultats, les indicateurs, les sources et les méthodes de collecte pour chaque indicateur sont inclus dans le cadre de mesure de rendement du projet qui sera rendu disponible à la signature du contrat avec le consultant ou chercheur national. Cette dernière aura à réviser le CMR avec des parties prenantes clés et au besoin, faire des suggestions pertinentes permettant de clarifier, traiter, mesurer et interpréter les enjeux liés à chaque contexte. L'évaluation finale devra capter les données qui permettent de mesurer le niveau d'atteinte de tous les indicateurs du CMR.

Bien que la personne consultante, guidée par des discussions en continu avec les équipes terrain du projet, est encouragée à suggérer des méthodes, approches et outils complémentaires qui seraient plus appropriées afin de mener à bien les objectifs de l'étude, le CMR prévoit déjà des dispositions afin d'établir la mesure de la performance du projet au travers des éléments suivants :

1. Révision de la documentation du projet
2. Entretiens avec des répondant-e-s clés
3. Groupe de discussion focalisé
4. Enquête de sondage

¹ le masculin sera utilisé afin d'alléger le texte. Les candidatures des femmes et des hommes sont également valorisées.

Par ailleurs, les résultats, les conclusions, et les recommandations de l'étude doivent particulièrement être présentés par composante et en fonction de chaque critère d'évaluation, ceci dans le but de faciliter la compréhension et la révision des résultats de l'étude générés et partagés tout au long du rapport. Les questions d'évaluation développées devraient servir de squelettes afin de structurer le contenu présenté par composante.

De plus, l'étude couvrira toute la période d'implémentation du projet depuis son démarrage et devra prendre en compte la révision stratégique 2018 (incluant les nouveaux et anciens modèles logiques, cadres de mesure de rendement, etc.) et les ajustements réalisés suivant la Politique d'Aide Internationale Féministe du Canada (incluant la stratégie EFHIJ, les plans d'action EFHIJ, etc.).

Le consultant ou chercheur national devra aussi ajuster la méthodologie de l'étude, de même que chaque outil de collecte de données, à l'évolution de la situation vis-à-vis de la pandémie du COVID-19 dans les trois pays dans le but d'assurer le respect et la conformité à l'égard des mesures de santé barrière recommandées aussi bien par les autorités nationales et locales que l'EUMC et le CECI. En outre, tous les efforts devront être mis en œuvre afin de compléter l'étude dans les contraintes de temps, de qualité, et de ressources financières prévues.

L'étude devra être articulée autour de la collecte de données sur les indicateurs suivants :

Indicateurs Quantitatifs
1. Revenu médian mensuel net de membres de la communauté (ventilé par sexe, âge et pays) (en Dollar US)
2. % des femmes (qui ont répondu à l'enquête) qui déclarent avoir leur mot à dire dans les décisions concernant le budget du ménage et la famille (ventilées par pays et type de décision)
3. % du revenu provenant de l'industrie minière / des fonds de développement miniers pris en compte dans le budget des gouvernements locaux / plans annuels d'investissements (à adapter selon le contexte local)
4. % des entreprises soutenues par AGCEDE dans les communautés ciblées qui rapportent une croissance de leur chiffre d'affaire ou revenus (ventilées par pays sexe, âge, type de contrat et par secteur)
5. % de hausse du taux d'emploi des femmes, jeunes et membres des communautés formés par AGCEDE (ventilées par sexe, âge, pays).
6. % Des femmes et des jeunes supportés par AGCEDE qui rapportent avoir le pouvoir de décider de leur occupation économique (ventilées par sexe, âge, pays).
7. % des OSC de femmes et de jeunes et des gouvernements locaux supportés par AGCEDE qui rapportent pouvoir [participer aux et] influencer les débats sur les politiques de développements locales au niveau national
8. % des membres de la communauté qui rapporte avoir davantage confiance en leur gouvernement local (ventilé par pays, sexe, et âge)
9. % des membres de la communauté formés (démontrant une connaissance accrue des politiques, des normes et des meilleures pratiques en matière de transparence, de responsabilité, de participation, de protection de l'environnement et les droits (ventilées par pays, sexe et âge)

10. % du personnel des collectivités locales ciblées et des élus locaux déclarant avoir de meilleures capacités pour concevoir, planifier, gérer et mettre en œuvre des plans inclusifs et durables de développement économique local intégrant explicitement les enjeux du secteur extractif (ventilé par sexe et pays).
11. % Des parties prenantes ciblées ayant déclaré une augmentation des connaissances sur la façon de planifier et de soutenir la croissance économique et la gouvernance inclusives et durables au niveau local (ventilé par pays)
12. % des entreprises formelles et informelles soutenues par AGCEDE qui emploient des jeunes et des femmes (ventilé par secteur et pays).
13. 1210.2 % des entreprises informelles soutenues par AGCEDE qui ont pu s'inscrire formellement suite à la mise en oeuvre du projet
14. 1220.1 % des femmes et des jeunes supportés rapportant plus de confiance à chercher un emploi ou des opportunités de revenus (ventilé par sexe, âge et pays)
15. 1220.2 % des femmes et des jeunes formés / soutenus qui ont lancé une entreprise (ventilé par sexe, âge et pays)
16. % des acteurs rapportant une augmentation de l'accès à des plateformes de partage des connaissances sur le développement local en zones extractives au niveau local, national et régional (par sexe, âge, pays)
17. % Des parties prenantes ciblées ayant déclaré une augmentation des connaissances sur la façon de planifier et de soutenir la croissance économique et la gouvernance inclusives et durables au niveau local (ventilé par pays)
18. % d'augmentation des femmes, des jeunes et des représentants des gouvernements locaux qui participent dans les débats nationaux sur les questions extractives (ventilé par sexe et âge)
19. Nombre de produits ou services offerts adaptés aux besoins des femmes et des jeunes par les partenaires appuyés par le projet (Désagrégation par type de partenaires)
20. % des femmes travaillant avec une structure partenaire et dans les entreprises appuyées par le projet, qui disent que la violence basée sur le genre (VBG) a diminué au sein de leur environnement professionnel depuis le début du projet.(désagrégation par âge)

Indicateurs Qualitatifs

1. Degré d'intégration des opinions des leaders communautaires (chefs de village et autre leaders communautaires reconnus selon le contexte), et des groupes de femmes et de jeunes dans les plans de développement locaux et dans le suivi de leurs mises en oeuvre (ventilé par pays, sexe et âge).
2. Niveau de collaboration rapporté entre les parties prenantes entre les acteurs locaux et nationaux (ventilé par sexe, âge, type de partie prenante et pays)
3. Fréquence des rencontres de dialogues entre le gouvernement local et les représentants communautaires concernant la planification et la mise en oeuvre des plans de développement, telle que rapportée par les représentants des femmes et de jeunes et des communautés

4. Niveau rapporté de participation des représentant des jeunes et des femmes et des gouvernements locaux aux débats nationaux sur les question extractives

5. Niveau de satisfaction des OSC/groupes de femmes et de jeunes bénéficiaires directs du projet, de la prise en compte de l'EFHIJ dans les plans de développement locaux (Désagrégation: par OSC/groupes de femmes et groupe de jeunes)

Il y aura possiblement des données additionnelles à collecter sur les efforts du projet en lien avec l'EFHIJ, et cela sera ajusté dans les outils de collecte de données puis clarifié avec le consultant recruté.

5. Activités et Livrables Clés

De manière générale, le consultant ou chercheur national aura la responsabilité de concevoir et conduire l'étude de même que d'assurer la remise de livrables de qualité dans les délais attendus. Cette responsabilité pourra se décliner autour de l'échantillonnage, la révision des outils de collecte de données et leur pilotage avec les agent-e-s de collecte de données, le recrutement des agent-e-s de collecte de données, la supervision de la collecte de données, la saisie des données, l'analyse des données, la production de rapport, la dissémination des résultats de l'étude, ainsi que le maintien d'une bonne relation avec le client pour l'essentiel.

Les activités clés et livrables attendus du consultant ou chercheur national dans le cadre de cette étude sont les suivant :

- **Révision bibliographique** de tous les documents, études et autres sources de données concernant le projet dans son contexte d'implémentation, particulièrement les indicateurs de mesure de performance².
- **Participation à la rencontre de démarrage** : afin de clarifier les attentes du mandat et fournir le contexte d'information nécessaire afin de produire un rapport de démarrage et un plan détaillé de travail.
- L'équipe de collecte formée et outillée est capable de collecter les données quantitatives et qualitatives.
- **Révision/Finalisation des outils de collecte de données** : révision des outils de collecte de données quantitatifs et qualitatifs. Ces outils devront être révisés durant la phase de démarrage et inclus dans le rapport de démarrage.
- **Développer** les guides et protocoles pour les agent-e-s de collecte de données durant la collecte de données.
- **Coordonner/Conduire la formation des agent-e-s de collecte de données** suivant un agenda détaillé et soulignant les protocoles de l'études (cet agenda devra être inclus dans le rapport de démarrage)
- **Coordonner/conduire/superviser la collecte de données**, suivant la méthodologie approuvée
- **Assurance qualité dans la saisie des données** en révisant la saisie de données initiales
- **Analyse** qualitative et quantitative des données. Il est aussi attendu que le consultant ou chercheur national réalise une analyse critique des données au travers de traitements statistiques et triangulation avec d'autres sources.
- **Ébauche et version finale du Rapport d'étude finale** incluant un sommaire exécutif et un rapport complet. Le rapport final devra être soumis aussi bien en version Word que PDF avec les annexes et les bases de données. Une table des matières sera proposée par l'organisation.
- **Copies des bases de données originales et traitées** incluant toutes notes pertinentes devront être soumises avec l'ébauche du rapport d'étude finale ;
- **Les rapports des agent-e-s de collectes.**

² Une copie des CMR et autre documentation pertinente sera fournie au consultant avant la rencontre de démarrage

6. Échéancier et niveau d'effort

Le contrat devra être mené à bien en 60 jours ouvrables du 1er septembre 2021 au 31 Décembre 2021. Le consultant ou chercheur national recruté devra réaliser le travail attendu comme suggéré dans l'échéancier suivant :

		Calendrier et niveau d'efforts			
Activités principales et livrables	Échéancier	Septembre 2021	Octobre 2021	Novembre 2021	Décembre 2021
Activité 1 – Phase préparatoire : Révision et signature de contrat	3 Septembre 2021				
Activité 2 – Rencontre de démarrage	7 Septembre 2021				
Activité 3 - Révision de la documentation du projet (partager les documents à la signature du contrat: Stratégie EFHIJ, Manuel SERA, Etude de base, etc.)	3 au 14 Septembre 2021				
Activité 4 - Formation des agents de collecte de données	15 au 17 Septembre 2021				
Activité 5 – Préparatifs logistiques de la collecte de données	15 au 17 Septembre 2021				
Activité 6 - Collecte données, supervision de la collecte et validation des données	20 Septembre au 8 Octobre 2021				

Activité 7 - Traitement des données³ et analyse des données	11 Octobre au 8 Novembre 2021				
Activité 8 - Production et soumission de la 1ère ébauche du rapport d'analyse	11 octobre au 8 Novembre 2021				
Activité 9 - Rétroaction de l'équipe AGCEDE	8 novembre au 15 Novembre 2021				
Activité 10 - Intégration de la rétroaction et soumission de la seconde version	15 au 22 Novembre 2021				
Activité 11 - Atelier de restitution ou validation (avec l'équipe AGCEDE et quelques parties prenantes clés)	10 Décembre 2021 (après le Forum)				
Activity 12 - Intégration de la rétroaction et soumission de la version finale du rapport	10 au 17 Décembre 2021				

³ La validation des données pourra s'entre-couper partiellement avec la collecte de données et pourra continuer pour 5 à 6 jours au-delà de cette dernière lorsque complétée au besoin.

7. Qualifications pour les consultant-e-s

- Minimum 10 ans d'expériences dans la conduite d'évaluation ou études multi-pays de préférence pour des ONG internationales ou des agences multilatérales, incluant la collecte de données, la production d'études de référence de qualité ou étude finale de qualité ;
- Expérience démontrée dans la conception, la gestion, et la conduite à terme d'étude finale, incluant de la réalisation d'échantillonnage, l'application d'approches méthodologiques mixte (qualitative and quantitative), le développement d'outils de collecte de données, la formation et l'encadrement de personnes pour la collecte et l'analyse de données, etc.;
- Excellentes habiletés en formation.
- Expérience démontrée en analyse de données quantitatives et qualitatives
- Excellentes habiletés dans l'utilisation des plateformes de gestion de données Kobo Toolbox et Kobo Collect
- Excellentes habiletés dans l'utilisation des logiciels de traitement et analyse de données tels que Excel, SPSS, N'Vivo, R, etc.
- Connaissances et expérience en lien avec les enjeux touchant le renforcement du pouvoir socio-économique des femmes et les jeunes, la gouvernance des ressources naturelles, et le partage de connaissances dans les industries extractives en Afrique de l'Ouest ;
- Connaissances et expériences en lien avec les enjeux d'égalités femmes-hommes et inclusion des jeunes en zones extractives sont un atout.
- Habiletés linguistiques (oral et écrit) en anglais et en français souhaitable, et, selon le contexte, des habiletés dans les langues suivantes sont souhaitables : Twi (Ghana), Poular et Soussou (Guinée), et Mossi, bwumu et dioula (Burkina Faso);
- Habiletés à fournir un travail de qualité dans des délais courts.

8. Procédures d'application

Les candidat-e-s qualifié-e-s et intéressé-e-s doivent soumettre les documents suivants :

1. Lettre d'intérêts
2. Proposition technique détaillée démontrant clairement une compréhension approfondie de ces termes de références et incluant les éléments suivants :
 - i. Description de la capacité et des qualifications du consultant ou chercheur national, englobant des expériences précédentes pertinentes.
 - ii. Description de l'approche et de la méthodologie proposée, incluant la collecte de données, la stratégie d'échantillonnage, l'intégration des perspectives d'égalités de sexe et inclusion des jeunes, des considérations éthiques, et finalement l'assurance qualité.
 - iii. Une proposition détaillée des activités et de l'échéancier (Gantt)⁴
 - iv. La composition de l'équipe d'appui au consultant ou chercheur national au besoin, leurs qualifications, et leur niveau d'effort pour chaque membre d'équipe proposé.
3. Une proposition financière présentant une structure des coûts de l'étude
 - i. Frais de consultation
 - ii. Dépenses de collecte de données terrain
 - iii. Dépenses administratives
 - iv. Validité des périodes de procurations
 - v. Plan et méthode de paiement
4. Curriculum Vitae(s) du consultant ou chercheur national, incluant ceux de tous les membres de l'équipe appuyant le consultant ou chercheur national ainsi que leurs expériences pertinentes.
5. Noms et contacts de trois références qui peuvent être contactées suivant les expériences pertinentes.
6. Une copie des rapports précédents d'études similaires menées.
7. Profile de la firme de consultation (si applicable).

Les dossiers de candidatures complets doivent être soumis électroniquement à :

EUMC, à wages@wusc.ca avec en objet : 'Application pour l'Étude Finale du projet AGCEDE - Guinée'

La date de clôture pour la soumission des dossiers de candidature est le 24 Août 2021.

⁴ Avant le début de la production du rapport de démarrage, le candidat retenu se verra fournir les dates de collecte de données à incorporer dans le rapport de démarrage et le plan de travail.